

Des voix: Règlement; asseyez-vous!

M. le président: Le chef de l'opposition.

L'hon. M. Pearson: Le premier ministre n'a pas dit non plus...

L'hon. M. Monteith: Si, il l'a dit.

L'hon. M. Pearson: Je n'ai pas encore mentionné ce que le premier ministre n'a pas dit, que le ministre m'interrompt pour dire qu'il l'a dit.

L'hon. M. Monteith: Il a effectivement mentionné les six dollars.

L'hon. M. Pearson: On ne saurait pousser la solidarité plus loin. Le premier ministre n'a pas dit qu'il y avait 125,000 pensionnés de plus en 1962 qu'en 1956. La vérité, monsieur le président, c'est que le gouvernement actuel a augmenté la pension de vieillesse non pas de 60 p. 100, mais de 30 p. 100. Mais il a augmenté également les impôts de 33 p. 100 pour faire les frais de la pension de vieillesse.

M. Carter: C'est exact; vous ne sauriez nier cela.

L'hon. M. Pearson: Ceci ouvre une perspective à cet égard.

Monsieur le président, le premier ministre a dit également cet après-midi, et je crois le citer exactement, que tous les changements dont il avait parlé étaient intervenus, et que ces avantages supplémentaires avaient été obtenus sans augmentation de l'impôt sur le revenu.

Une voix: C'est exact.

L'hon. M. Pearson: Mon honorable ami dit que c'est exact. Eh bien, revenons aux chiffres du ministre des Finances, qui devrait faire autorité en la matière.

L'hon. M. Pickersgill: C'est l'autre côté du gouvernement.

L'hon. M. Pearson: Si l'on en croit l'estimation qu'a faite le ministre des Finances dans son exposé budgétaire de 1959 et qu'on trouve à la page 2538 du hansard, le total des augmentations d'impôts auxquelles avait procédé, cette année-là, le gouvernement actuel, était, pour une année entière, de 129 millions de dollars en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des particuliers et de 84 millions pour l'impôt sur le revenu des sociétés.

M. Bell (Carleton): Et la réduction antérieure?

L'hon. M. Pearson: Le total de l'augmentation des impôts sur le revenu était, pour cette seule année, de 213 millions de dollars.

M. Bell (Carleton): Et les réductions antérieures?

[L'hon. M. Pickersgill.]

M. Benidickson: Très bien! Un nouveau gouvernement!

L'hon. M. Pearson: Cependant, le premier ministre et ses tenants ont l'audace de prendre la parole, à la Chambre, pour dire que ces avantages ont été accordés sans qu'on relève les impôts.

M. Bell (Carleton): L'honorable représentant me permettrait-il de poser une question?

L'hon. M. Pearson: Mais oui, naturellement, nous permettons toujours qu'on pose des questions.

M. Bell (Carleton): L'honorable représentant ne se rend-il pas compte que 75 p. 100 des contribuables au Canada versent maintenant moins d'impôts qu'ils le faisaient alors?

L'hon. M. Pearson: Attendez que j'aie lu ce que le premier ministre a dit. Il a affirmé que toutes ces modifications dont il a parlé et tous ces avantages additionnels ont été mis en œuvre sans aucune augmentation des impôts. Je sais que, pour mes honorables amis qui jouent avec des déficits qui atteignent les milliards, une augmentation de 213 millions en une seule année n'est que vétilles, mais pourtant...

M. Pigeon: «Vétilles»! Que voulez-vous dire? Voulez-vous dire que votre parti n'est que vétilles?

L'hon. M. Pearson: Monsieur le président, voilà qui nous ouvre un autre domaine intéressant où je ne pénétrerai pas pour l'instant, parce que je ne veux pas trop abuser du temps de la Chambre.

L'hon. M. Pickersgill: Remettez-vous-en au ministre des Finances.

L'hon. M. Pearson: Si le premier ministre s'est permis de comparer la valeur de ce que le régime libéral a fait à la valeur de ce que fait le gouvernement actuel en matière de sécurité sociale, il doit s'attendre à être jugé selon le critère de suffisance qu'il a lui-même établi. La norme a été établie une fois pour toutes—il ne peut l'esquiver—lorsqu'il a dit, au cours d'une campagne électorale, le 25 avril 1957, qu'un gouvernement conservateur accorderait des paiements assez élevés pour répondre aux besoins.

Une voix: C'est juste!

L'hon. M. Pearson: Mon honorable ami essaie-t-il de me dire que \$65 suffisent à répondre aux besoins?

L'hon. M. Monteith: C'est beaucoup mieux que \$46.

M. Bell (Carleton): C'est \$19 de plus par mois que ce que vous versiez.